

Art. 3. De leden van het College bevoegd voor Openbaar Ambt en voor Beroepsopleiding worden belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, op 13 juli 2023.

De voorzitter van het College,
B. TRACHTE

Het lid van het College belast met Beroepsopleiding,
B. CLERFAYT

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2022/45463]

7 SEPTEMBRE 2023. — Arrêté 2023/806 du Collège de la Commission communautaire française portant réglementation en matière de frais de parcours pour les agents de Bruxelles Formation

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu l'article 22, alinéa 1^{er}, du décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, remplacé par le décret du 19 juillet 2012 et modifié par le décret du 28 avril 2016 ;

Vu l'Arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours ;

Vu l'avis du Comité de concertation de base de Bruxelles Formation du 25 mai 2023 ;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle donné le 26 mai 2023 ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation respective des femmes et des hommes du 30 mai 2023 ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation de la personne handicapée du 30 mai 2023 ;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget donné le 15 juin 2023 ;

Vu le protocole n° 2023/09 du Comité de négociation de secteur XV du 6 juillet 2023;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours prorogé de quinze jours, adressée au Conseil d'État le 11 juillet 2023, en application de l'article 84, § 1, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Membre du Collège chargé de la Formation professionnelle,

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée aux articles 127 et 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

CHAPITRE I. — *Champ d'application et définitions*

Art. 2. Le présent arrêté est applicable aux membres du personnel statutaires, stagiaires et contractuels de Bruxelles Formation.

Art. 3. Le " lieu de travail " est entendu comme le lieu où le membre du personnel exerce majoritairement son activité professionnelle et qui correspond à une des adresses reprises dans l'article 2 du Règlement de travail de Bruxelles Formation. Ce lieu de travail est précisé dans le contrat de travail du membre du personnel contractuel ou dans l'arrêté de nomination du membre du personnel statutaire. Par exception, le contrat de travail ou l'arrêté de nomination peut indiquer plusieurs lieux de travail.

Art. 4. La " mission nationale " est la tâche ou l'ensemble de tâches dont l'accomplissement est confié, par la direction générale (ou son délégué), à un membre du personnel de Bruxelles Formation dans le cadre de ses fonctions à l'intérieur du territoire belge.

Art. 5. Le " vélo " est entendu comme tout véhicule à deux roues, équipé de pédales, propulsé par l'énergie musculaire du cycliste, éventuellement équipé, dans le but premier d'aider au pédalage, d'un mode de propulsion auxiliaire dont l'alimentation est interrompue lorsque le véhicule atteint une vitesse maximale de 25 km à l'heure. Est assimilé à l'utilisation de la bicyclette un fauteuil roulant motorisé ou non-motorisé ou un autre moyen de transport léger non motorisé. L'utilisation d'un speed pédélec est assimilée à l'utilisation du vélo.

CHAPITRE II. — *Les missions nationales*

Section 1^{ère}. — Dispositions générales

Art. 6. Toute mission nationale peut donner lieu à des frais de déplacements. Dans ce cas, les frais de parcours résultant de déplacements effectués pour les besoins du service sont couverts par Bruxelles Formation dans les formes et dans les conditions fixées par le présent arrêté.

Art. 7. Sont considérés comme déplacements pour les besoins du service dans le cadre d'une mission nationale :

- Le(s) déplacement(s) effectué(s), à l'aller et/ou au retour, entre le lieu de travail et le lieu où le membre du personnel doit se rendre pour les besoins du service ;

- Le(s) déplacement(s) effectué(s), à l'aller et/ou au retour, entre le lieu de télétravail du membre du personnel, s'il est effectivement en télétravail pour aller ou revenir de sa mission, et le lieu où il doit se rendre pour les besoins du service ;

- Le(s) déplacement(s) effectué(s), à l'aller et/ou au retour, entre le domicile et le lieu où le membre du personnel doit se rendre pour les besoins du service si cela se justifie par des raisons organisationnelles en termes de distance ou de temps de parcours.

Art. 8. Toute mission nationale est subordonnée à l'autorisation préalable de l'autorité hiérarchique compétente.

Cette autorisation peut être générale notamment dans les cas où les intéressés sont appelés à se déplacer régulièrement pour les besoins du service.

Art. 9. Tout déplacement pour les besoins du service doit se faire à l'aide du moyen de transport le moins onéreux. Il ne peut être dérogé à ce principe que si l'intérêt du service l'exige. Il en résulte que les membres du personnel disposant d'un abonnement STIB devront privilégier ce moyen de transport pour les déplacements de service à l'intérieur de la Région de Bruxelles-Capitale.

Section 2. — Utilisation des moyens de transport en commun

Art. 10. Les membres du personnel qui ne sont pas en possession d'un abonnement valable pour le moyen de transport utilisé obtiennent le remboursement intégral du titre de transport.

Art. 11. Avant d'acheter un billet, le membre du personnel doit vérifier qu'il n'existe pas d'autres moyens d'obtention de titres de transport dont le coût serait inférieur à celui du simple billet.

Pour faire cet examen il tiendra compte, notamment :

- du nombre de missions prévues dans les 30 prochains jours calendriers ;
- de l'existence de systèmes tarifaires préférentiels.

Section 3. — Utilisation de moyens de transport appartenant à Bruxelles Formation

Art. 12. Les déplacements de service effectués avec un véhicule appartenant à Bruxelles Formation ne donnent droit à aucune indemnité ; tous les frais résultant de l'utilisation et de l'entretien des véhicules sont à charge de Bruxelles Formation.

Art. 13. § 1^{er}. Excepté pour le personnel qui disposerait d'un véhicule mis à disposition par l'employeur pour effectuer notamment des déplacements domicile-lieu de travail et donnant lieu à une retenue salariale liée à cet avantage de toute nature calculé selon les exigences légales, un membre du personnel de Bruxelles Formation ne peut pas utiliser un véhicule de service pour se rendre à son domicile ou pour partir de celui-ci, même s'il s'agit de trajets domicile-lieu de travail et/ou inversement, ou encore domicile-mission nationale et/ inversement.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er} ci-dessus, les membres du personnel de Bruxelles Formation peuvent être autorisés à faire une demande d'utilisation particulière des véhicules de service de la Direction Infrastructure-Achats Acquisitions pouvant impliquer de ramener un véhicule de service à son domicile, à titre tout à fait exceptionnel, et dans le respect strict des conditions et modalités précisées dans la procédure interne relative à l'utilisation des véhicules de service – Infra disponible sur l'intranet de Bruxelles Formation.

Section 4. — Utilisation d'un(e) voiture/moto/scooter personnel(le)

Art. 14. Dans l'intérêt du service, certains membres du personnel peuvent être autorisés à utiliser un(e) voiture/moto/scooter personnel(le) dans les cas suivants :

1. Absence de transport en commun;
2. Urgence dans les déplacements;
3. Transports d'objets volumineux ou encombrants;
4. Distorsion considérable entre la durée du déplacement en transport en commun et la durée du déplacement avec un moyen de transport personnel;
5. Lorsque le fonctionnaire ou le membre du personnel justifie d'un handicap nécessitant l'utilisation de ce type de moyen de transport personnel.
6. Covoiturage pour se rendre sur le lieu de mission ;
7. Autorisation spécifique accordée par la Direction générale.

Art. 15. L'utilisation d'un(e) voiture/moto/scooter personnel(le) dans l'intérêt du service est subordonnée à une autorisation préalable générale, accordée par la Direction des Ressources Humaines, sur demande du responsable dont dépend le membre du personnel, via le formulaire adéquat disponible sur l'intranet de Bruxelles Formation.

Art. 16. Les membres du personnel qui obtiennent cette autorisation générale d'utiliser leur voiture/moto/scooter personnel(le) pour accomplir leurs missions auront, avant toute utilisation de leur véhicule dans le cadre de leurs fonctions, veillé à adapter leur assurance responsabilité civile personnelle afin que celle-ci couvre expressément les déplacements professionnels occasionnels. Une copie des documents d'assurance sera transmise dans les plus brefs délais à la Direction des Ressources Humaines.

Art. 17. Il est interdit aux membres du personnel qui n'ont pas reçu l'autorisation générale d'utiliser leur voiture/moto/scooter personnel(le) pour les besoins du service de faire usage de celui-ci/celle-ci pour accomplir une quelconque mission, même s'ils ne réclament aucune indemnité du chef de ce déplacement.

Art. 18. Moyennant l'obtention de l'autorisation générale énoncée à l'article 15, les membres du personnel qui utilisent un(e) voiture/moto/scooter personnel(le) pour les besoins du service peuvent introduire une demande de remboursement des frais de parcours encourus pour une mission nationale particulière s'ils ont obtenu l'accord préalable du supérieur hiérarchique sur le moyen de transport choisi pour cette mission.

Art. 19. Les membres du personnel qui utilisent pour leurs déplacements de service un(e) voiture/moto/scooter personnel(le) ont droit, pour couvrir tous les frais résultant de l'utilisation du véhicule, à une indemnité kilométrique dont le montant évolue par application de la formule établie par l'article 13 de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours. Ce montant est adapté trimestriellement sur base de la circulaire publiée au *Moniteur belge* en application de l'article 13 de l'arrêté royal précité du 18 janvier 1965.

Art. 20. Les calculs des distances prennent en compte la distance réelle entre le lieu de départ/retour et le lieu de réalisation de la mission. Le lieu de départ/retour correspond au lieu de travail du membre du personnel, excepté lorsque des raisons organisationnelles ou des contraintes horaires impliquent un départ et/ou un retour au domicile du membre du personnel. Cette dernière exception doit avoir fait l'objet d'une autorisation préalable du supérieur hiérarchique.

Art. 21. Les membres du personnel qui utilisent pour leurs déplacements de service un(e) voiture/moto/scooter personnel(le) ont droit au remboursement de leur ticket de parking moyennant la preuve de cette dépense via le formulaire adéquat disponible sur l'intranet de Bruxelles Formation.

Art. 22. Les demandes de remboursement contraires aux principes généraux énoncés dans les articles 6 à 9 du présent arrêté et aux conditions énoncées dans le présent arrêté seront refusées.

Section 5. — Utilisation d'un moyen de transport privé (type taxi)

Art. 23. Moyennant l'accord préalable du service Administration du personnel de la Direction des Ressources Humaines, sur demande du responsable dont dépend le membre du personnel, et dans des circonstances exceptionnelles, un membre du personnel peut être autorisé à être véhiculé en taxi ou équivalent pour des raisons de service. Les frais de courses sont dans ce cas, et sur présentation d'un récépissé, intégralement remboursés au membre du personnel.

Cette demande d'autorisation d'utilisation d'un taxi dans le cadre de déplacements dans l'intérêt du service se fait via le formulaire adéquat disponible sur l'intranet de Bruxelles Formation.

Section 6. — Liquidation des frais de déplacements de service moyennant utilisation des transports en commun, d'un(e) voiture/moto/scooter personnel(le), ou d'un moyen de transport privé

Art. 24. Les frais engagés pour des déplacements pour les besoins du service sont remboursés sur la base des tarifs officiels dans le cas de l'utilisation des transports en commun ou, dans le cas de l'utilisation d'un(e) voiture/moto/scooter personnel(le), sur base des kilomètres parcourus.

Le remboursement des frais pour l'utilisation des moyens de transports en commun, ainsi que le remboursement des frais pour l'utilisation d'un(e) voiture/moto/scooter personnel(le), dans l'intérêt du service, sont liquidés, respectivement, sur production de la déclaration de créance via le modèle adéquat disponible sur l'intranet de Bruxelles Formation.

Art. 25. Le membre du personnel introduit sa demande de remboursement pour les besoins du service dans un délai de trois mois, délai qui prend cours le 1^{er} jour du mois suivant le(s) déplacement(s) dont question aux articles 23 et 24. En cas de dépassement de ces délais, le membre du personnel ne peut plus prétendre à l'obtention de l'indemnité qui lui est normalement due.

Art. 26. Dans le cas d'une demande de remboursement de frais d'utilisation des moyens de transport en commun, le titre de transport sera joint à la déclaration de créance.

Art. 27. La liquidation des frais de déplacements s'effectue mensuellement, au plus tôt le mois qui suit la demande de remboursement.

Section 7. — Utilisation d'un vélo personnel

Art. 28. Le membre du personnel qui effectue des déplacements à vélo dans le cadre des besoins du service sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ou en dehors de celui-ci, obtient une indemnité dans le respect des conditions fixées aux articles 29 à 31 du présent arrêté.

Elle est calculée en fonction du chemin le plus court ou le plus sûr en prenant son lieu de travail, son domicile ou, le cas échéant, son lieu de télétravail comme point de départ (ou de retour).

Art. 29. L'indemnité est fixée forfaitairement à 0,27 euros par kilomètre parcouru, le nombre de kilomètres par trajet étant arrondi à l'unité supérieure. Les modifications éventuelles de ce montant sont communiquées aux membres du personnel via l'intranet de Bruxelles Formation.

Art. 30. Le membre du personnel introduit sa demande d'intervention financière dans ses déplacements à vélo pour les besoins du service dans un délai de trois mois délai qui prend cours le 1^{er} jour du mois suivant le(s) déplacement(s) dont question à l'article 28. En cas de dépassement de ces délais, le membre du personnel ne peut plus prétendre à l'obtention de l'indemnité qui lui est normalement due.

Art. 31. L'indemnité pour l'utilisation du vélo dans le cadre des besoins du service est liquidée sur production du formulaire adéquat disponible sur l'intranet de Bruxelles Formation.

CHAPITRE III. — Utilisation du vélo personnel pour les trajets domicile-lieu de travail

Art. 32. Le membre du personnel qui se déplace à vélo pour se rendre de son domicile vers son lieu de travail a droit à une indemnité dans le respect des conditions fixées aux articles 33 à 35 du présent arrêté.

Elle est calculée en fonction du chemin le plus court ou le plus sûr entre son domicile et son lieu de travail.

Art. 33. L'indemnité est fixée forfaitairement à 0,27 euros par kilomètre parcouru, le nombre de kilomètres par trajet étant arrondi à l'unité supérieure. Les modifications éventuelles de ce montant sont communiquées aux membres du personnel via l'intranet de Bruxelles Formation.

Art. 34. Le membre du personnel introduit sa demande d'intervention financière dans ses déplacements à vélo pour se rendre de son domicile à son lieu de travail et inversement dans un délai de trois mois, délai qui prend cours le 1^{er} jour du mois suivant le(s) déplacement(s) dont question à l'article 32. En cas de dépassement de ces délais, le membre du personnel ne peut plus prétendre à l'obtention de l'indemnité qui lui est normalement due.

Art. 35. L'indemnité pour l'utilisation du vélo sur le chemin du travail est liquidée sur production de la déclaration de créance via le formulaire adéquat disponible sur l'intranet de Bruxelles Formation.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 36. Le Membre du Collège chargé de la Formation professionnelle est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 7 septembre 2023.

La Présidente du Collège,
B. TRACHTE

Le Membre du Collège, chargé de la Formation professionnelle,
B. CLERFAYT

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2023/45463]

7 SEPTEMBER 2023. — Besluit 2023/806 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende regeling inzake reiskosten voor de personeelsleden van Bruxelles Formation

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op artikel 22, eerste lid, van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 houdende oprichting van het “Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle”, vervangen door het decreet van 19 juli 2012 en gewijzigd bij het decreet van 28 april 2016;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten;

Gelet op het advies van het Basisoverlegcomité van Bruxelles Formation van 25 mei 2023;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle gegeven op 26 mei 2023;

Gelet op het evaluatieverslag over de impact van dit besluit op de respectievelijke situatie van vrouwen en mannen van 30 mei 2023;

Gelet op het evaluatieverslag over de impact van dit besluit op de situatie van personen met een handicap van 30 mei 2023;

Gelet op het akkoord van het lid van het College belast met Begroting gegeven op 15 juni 2023;

Gelet op protocol nr. 2023/09 van het Onderhandelingscomité van sector XV van 6 juli 2023;

Gelet op het verzoek om advies binnen een termijn van dertig dagen verlengd met vijftien dagen, gericht aan de Raad van State op 11 juli 2023, in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet werd meegedeeld binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voordracht van het lid van het College belast met Beroepsopleiding,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid zoals bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet krachtens artikel 138 ervan.

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied en definities

Art. 2. Dit besluit is van toepassing op de statutaire personeelsleden, de stagiairs en de contractuele personeelsleden van Bruxelles Formation.

Art. 3. Onder “werkplek” wordt de plaats verstaan waar het personeelslid zijn beroepsactiviteit hoofdzakelijk uitoefent en die overeenstemt met een van de adressen opgenomen in artikel 2 van het Arbeidsreglement van Bruxelles Formation. Deze werkplek wordt gepreciseerd in de arbeidsovereenkomst van het contractuele personeelslid of in het benoemingsbesluit van het statutaire personeelslid. Bij wijze van uitzondering kunnen in de arbeidsovereenkomst of het benoemingsbesluit verschillende werkplekken worden vermeld.

Art. 4. De “nationale opdracht” is de taak of het geheel van taken waarvan het vervullen wordt toevertrouwd, door de algemene directie (of zijn afgevaardigde), aan een personeelslid van Bruxelles Formation in het kader van zijn functies op het Belgische grondgebied.

Art. 5. Onder “fiets” wordt elk tweewielig voertuig met pedalen verstaan, aangedreven door de spierkracht van de fietser en eventueel voorzien van een hulpaandrijving, met als hoofddoel trapondersteuning te bieden, waarvan de aandrijfkraft wordt onderbroken bij een voertuigsnelheid van maximum 25 km per uur. Een motorisch aangedreven of niet-motorisch aangedreven rolstoel of een ander licht, niet-motorisch aangedreven vervoermiddel wordt gelijkgesteld met het gebruik van de fiets. Het gebruik van een speedpedelec wordt gelijkgesteld met het gebruik van de fiets.

HOOFDSTUK II. — De nationale opdrachten

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 6. Elke nationale opdracht kan verplaatsingskosten met zich brengen. In dit geval worden de reiskosten die voortvloeien uit de verplaatsingen die werden uitgevoerd voor de noden van de dienst, gedekt door Bruxelles Formation in de door dit besluit vastgestelde vormen en voorwaarden.

Art. 7. Worden beschouwd als verplaatsingen voor de noden van de dienst in het kader van een nationale opdracht:

- De uitgevoerde verplaatsing(en), bij de heen- en/of de terugrit, tussen de werkplek en de plaats waar het personeelslid moet zijn voor de noden van de dienst;

- De uitgevoerde verplaatsing(en), bij de heen- en/of de terugrit, tussen de telewerkplaats van het personeelslid, als het daadwerkelijk telewerkt om naar de opdracht te gaan of ervan terug te keren, en de plaats waar het moet zijn voor de noden van de dienst;

- De uitgevoerde verplaatsing(en), bij de heen- en/of de terugrit, tussen de domicilie en de plaats waar het personeelslid moet zijn voor de noden van de dienst, indien dat te rechtvaardigen is wegens organisatorische redenen in termen van afstand of reistijd.

Art. 8. Elke nationale opdracht is onderworpen aan de voorafgaande toestemming van de bevoegde hiërarchische overheid.

Deze toestemming kan algemeen zijn, met name in de gevallen waarin de betrokkenen genoodzaakt zijn zich regelmatig voor de noden van de dienst te verplaatsen.

Art. 9. Elke verplaatsing voor de noden van de dienst moet gebeuren met het minst dure vervoermiddel. Van dat principe mag slechts afgeweken worden wanneer het belang van de dienst het eist. Daaruit vloeit voort dat de personeelsleden die over een MIVB-abonnement beschikken, voorrang moeten geven aan dit vervoermiddel voor de dienstverplaatsingen binnen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Afdeling 2. — Gebruik van het openbaar vervoer

Art. 10. De personeelsleden die geen geldig abonnement bezitten voor het gebruikte vervoermiddel, krijgen het vervoerbewijs volledig terugbetaald.

Art. 11. Vooraleer het personeelslid een plaatsbewijs aankoopt, moet hij controleren of er geen andere manieren zijn om vervoerbewijzen aan te kopen die minder duur zouden zijn dan één plaatsbewijs.

Bij het uitzoeken hiervan zal hij in het bijzonder rekening houden met:

- het aantal geplande opdrachten binnen de volgende 30 kalenderdagen;
- het bestaan van preferentiële tariefssystemen.

Afdeling 3. — Gebruik van vervoermiddelen van Bruxelles Formation

Art. 12. De dienstverplaatsingen die worden uitgevoerd met een voertuig dat toebehoort aan Bruxelles Formation, geven geen recht op een vergoeding. Alle kosten die het gevolg zijn van het gebruik en het onderhoud van de voertuigen, zijn ten laste van Bruxelles Formation.

Art. 13. § 1. Met uitzondering van het personeelslid dat over een voertuig zou beschikken dat ter beschikking wordt gesteld door de werkgever om met name verplaatsingen tussen zijn domicilie en de werkplek uit te voeren en dat aanleiding geeft tot een inhouding op het salaris die verband houdt met dit voordeel alle aard berekend volgens de wettelijke vereisten, mag een personeelslid van Bruxelles Formation geen dienstvoertuig gebruiken om naar zijn domicilie te gaan of er te vertrekken, zelfs indien het woon-werkverplaatsingen en/of omgekeerd betreft, of verplaatsingen tussen zijn domicilie en de nationale opdracht en/of omgekeerd.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 hierboven kunnen de personeelsleden van Bruxelles Formation de toelating krijgen om een verzoek in te dienen voor het bijzondere gebruik van de dienstvoertuigen van de Directie Infrastructuur/Aankopen (Direction Infrastructure/Achats-Acquisitions), waarbij een dienstvoertuig mee naar huis kan worden genomen, bij wijze van uitzondering, en met inachtneming van de voorwaarden en nadere regels gepreciseerd in de interne procedure in verband met het gebruik van dienstvoertuigen – Infra (procédure interne relative à l'utilisation des véhicules de service – Infra) die beschikbaar is op het intranet van Bruxelles Formation.

Afdeling 4. — Gebruik van de eigen wagen/motor/scooter

Art. 14. In het belang van de dienst kunnen sommige personeelsleden de toelating krijgen om in de volgende gevallen hun eigen wagen/motor/scooter te gebruiken:

1. De afwezigheid van openbaar vervoer;
2. Dringende verplaatsingen;
3. Het transport van omvangrijke of hinderlijke voorwerpen;
4. Een aanzienlijk verschil tussen de duur van de verplaatsing met het openbaar vervoer en de duur van de verplaatsing met een eigen vervoermiddel;
5. Wanneer de ambtenaar of het personeelslid een handicap aantoonde waarvoor het gebruik van dit soort eigen vervoermiddel noodzakelijk is;
6. Carpooling om zich naar de plaats van de opdracht te begeven;
7. De bijzondere toelating toegekend door de Algemene Directie.

Art. 15. Het gebruik van de eigen wagen/motor/scooter in het belang van de dienst is onderworpen aan een algemene toelating vooraf, toegekend door de Directie Human Resources, op vraag van de verantwoordelijke van het personeelslid, via het juiste formulier dat beschikbaar is op het intranet van Bruxelles Formation.

Art. 16. De personeelsleden die deze algemene toelating krijgen om hun eigen wagen/motor/scooter te gebruiken om hun opdrachten te vervullen, zullen, vóór het gebruik van hun voertuig in het kader van hun functies, ervoor gezorgd hebben dat hun verzekering persoonlijke burgerrechtelijke aansprakelijkheid werd aangepast, zodat deze de occasionele verplaatsingen voor hun job uitdrukkelijk dekt. Een kopie van de verzekeringsdocumenten wordt zo spoedig mogelijk overgemaakt aan de Directie Human Resources.

Art. 17. Personeelsleden die geen algemene toelating hebben gekregen om hun eigen wagen/motor/scooter te gebruiken voor de noden van de dienst, mogen daarvan geen gebruikmaken om een opdracht uit te voeren, zelfs indien ze geen vergoeding voor deze verplaatsing vragen.

Art. 18. Mits de algemene toelating vermeld in artikel 15 werd verkregen, kunnen de personeelsleden die hun eigen wagen/motor/scooter gebruiken voor de noden van de dienst, een aanvraag tot terugbetaling van de reiskosten van een bijzondere nationale opdracht indienen, indien zij vooraf toestemming hadden gekregen van de hiërarchisch overste voor het vervoermiddel dat voor deze opdracht werd gekozen.

Art. 19. De personeelsleden die hun eigen wagen/motor/scooter gebruiken voor hun dienstverplaatsingen, hebben recht, om alle kosten te dekken die voortvloeien uit het gebruik van het voertuig, op een kilometervergoeding waarvan het bedrag evolueert door toepassing van de formule vastgesteld door artikel 13 van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten. Dit bedrag wordt driemaandelijks aangepast op basis van de rondzendbrief gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* in toepassing van artikel 13 van het voornoemde koninklijk besluit van 18 januari 1965.

Art. 20. Bij de berekeningen van de afstanden wordt rekening gehouden met de werkelijke afstand tussen de plaats van vertrek/terugkeer en de plaats waar de opdracht uitgevoerd wordt. De plaats van vertrek/terugkeer komt overeen met de werkplek van het personeelslid, behalve wanneer organisatorische redenen of tijdsbeperkingen een vertrek en/of een terugkeer naar de domicilie van het personeelslid tot gevolg hebben. Met deze laatste uitzondering moet vooraf door de hiërarchisch overste worden ingestemd.

Art. 21. De personeelsleden die hun eigen wagen/motor/scooter gebruiken voor hun dienstverplaatsingen, hebben recht op de terugbetaling van hun parkeerticket mits ze deze uitgave aantonen via het juiste formulier dat beschikbaar is op het intranet van Bruxelles Formation.

Art. 22. De verzoeken tot terugbetaling die strijdig zijn met de algemene beginselen vermeld in de artikelen 6 tot 9 van dit besluit en met de voorwaarden vermeld in dit besluit, zullen worden afgewezen.

Afdeling 5. — Gebruik van een privaat vervoermiddel (zoals een taxi)

Art. 23. Mits de voorafgaande toestemming van de dienst Personeelsadministratie van de Directie Human Resources, op vraag van de verantwoordelijke van het personeelslid, en in uitzonderlijke omstandigheden, kan een personeelslid de toelating krijgen om een taxi of equivalent te nemen wegens dienstredenen. De kosten van de taxiriten worden in dit geval, op vertoon van een ontvangstbewijs, volledig terugbetaald aan het personeelslid.

Dit verzoek om toelating voor het gebruik van een taxi in het kader van verplaatsingen voor het belang van de dienst gebeurt via het juiste formulier dat beschikbaar is op het intranet van Bruxelles Formation.

Afdeling 6. — Vereffening van de kosten voor dienstverplaatsingen door het gebruik van het openbaar vervoer, de eigen wagen/motor/scooter of een privaat vervoermiddel

Art. 24. De kosten die werden gemaakt voor verplaatsingen voor de noden van de dienst, worden terugbetaald op basis van de officiële tarieven in geval van het gebruik van het openbaar vervoer of, in geval van het gebruik van de eigen wagen/motor/scooter, op basis van de afgelegde kilometers.

De kosten voor het gebruik van het openbaar vervoer, alsook de kosten voor het gebruik van de eigen wagen/motor/scooter, in het belang van de dienst, worden respectievelijk terugbetaald na voorlegging van de schuldvordering via het juiste formulier dat beschikbaar is op het intranet van Bruxelles Formation.

Art. 25. Het personeelslid dient zijn verzoek tot terugbetaling voor de noden van de dienst in binnen een termijn van drie maanden; deze termijn begint te lopen op de 1ste dag van de maand die volgt op de verplaatsing(en) waarvan sprake in de artikelen 23 en 24. In geval deze termijnen overschreden worden, kan het personeelslid geen aanspraak meer maken op de vergoeding die hem normalerwijze verschuldigd is.

Art. 26. In het geval van een verzoek tot terugbetaling van de kosten voor het gebruik van het openbaar vervoer zal het vervoerbewijs bij de schuldvordering worden gevoegd.

Art. 27. De vereffening van de verplaatsingskosten wordt maandelijks uitgevoerd, ten vroegste in de maand die volgt op het verzoek tot terugbetaling.

Afdeling 7. — Gebruik van de eigen fiets

Art. 28. Het personeelslid dat zich per fiets verplaatst in het kader van de noden van de dienst op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of erbuiten, krijgt een vergoeding met inachtneming van de voorwaarden vastgesteld in de artikelen 29 tot 31 van dit besluit.

Zij wordt berekend in functie van de kortste of de veiligste weg met de werkplek, de domicilie of, in voorkomend geval, de telewerkplaats als startpunt (of eindpunt).

Art. 29. De vergoeding wordt forfaitair vastgesteld op 0,27 euro per afgelegde kilometer, waarbij het aantal kilometers per traject naar de hogere eenheid afgerond wordt. De eventuele wijzigingen van dit bedrag worden meegedeeld aan de personeelsleden via het intranet van Bruxelles Formation.

Art. 30. Het personeelslid dient zijn aanvraag tot financiële tussenkomst in zijn verplaatsingen per fiets voor de noden van de dienst in binnen een termijn van drie maanden die begint te lopen op de 1ste dag van de maand die volgt op de verplaatsing(en) waarvan sprake in artikel 28. In geval deze termijnen overschreden worden, kan het personeelslid geen aanspraak meer maken op de vergoeding die hem normalerwijze verschuldigd is.

Art. 31. De vergoeding voor het gebruik van de fiets in het kader van de noden van de dienst wordt vereffend na voorlegging van het juiste formulier dat beschikbaar is op het intranet van Bruxelles Formation.

HOOFDSTUK III. — Gebruik van de eigen fiets voor de woon-werktrajecten

Art. 32. Het personeelslid dat zich per fiets verplaatst om van zijn domicilie naar zijn werkplek te gaan, heeft recht op een vergoeding met inachtneming van de voorwaarden vastgesteld in de artikelen 33 tot 35 van dit besluit.

Zij wordt berekend in functie van de kortste of de veiligste weg tussen zijn domicilie en zijn werkplek.

Art. 33. De vergoeding wordt forfaitair vastgesteld op 0,27 euro per afgelegde kilometer, waarbij het aantal kilometers per traject naar de hogere eenheid afgerond wordt. De eventuele wijzigingen van dit bedrag worden meegedeeld aan de personeelsleden via het intranet van Bruxelles Formation.

Art. 34. Het personeelslid dient zijn aanvraag tot financiële tussenkomst in zijn verplaatsingen per fiets om van zijn domicilie naar zijn werkplek te gaan en omgekeerd, in binnen een termijn van drie maanden; deze termijn begint te lopen op de 1ste dag van de maand die volgt op de verplaatsing(en) waarvan sprake in artikel 32. In geval deze termijnen overschreden worden, kan het personeelslid geen aanspraak meer maken op de vergoeding die hem normalerwijze verschuldigd is.

Art. 35. De vergoeding voor het gebruik van de fiets op de weg naar en van het werk wordt vereffend na voorlegging van de schuldvordering via het juiste formulier dat beschikbaar is op het intranet van Bruxelles Formation.

HOOFDSTUK IV. — Eindbepalingen

Art. 36. Het lid van het College bevoegd voor Beroepsopleiding wordt belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 7 september 2023.

De voorzitter van het College,
B. TRACHTE

Het lid van het College, bevoegd voor Beroepsopleiding,
B. CLERFAYT